

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 8 JUIN 2020**

JP/VA

OBJET : 2.2. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – PRIME EXCEPTIONNELLE – SUJÉTIONS LIÉES ÉTAT URGENCE SANITAIRE

L'an deux mille vingt, le huit du mois de juin à quatorze heures trente minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Jean PASCAL

OBJET : 2.2. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – PRIME EXCEPTIONNELLE – SOLUTIONS LIÉES À LA URGENCE SANITAIRE

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Le décret n°2020-570 du 14 mai 2020 relatif « au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19 », permet aux établissements publics de collectivités territoriales, dont les syndicats mixtes, de verser une prime exceptionnelle à ceux de leurs agents particulièrement mobilisés pendant l'état d'urgence sanitaire déclaré en application de l'article 4 de la loi n°2020-290 du 23 mars 2020.

Peuvent bénéficier de la prime exceptionnelle, en particulier, les fonctionnaires et agents contractuels de droit public.

Il est patent que :

- les services publics de l'eau et de l'assainissement ont été constamment considérés comme indispensables (ou selon les textes : « essentiels ») à la continuité de la vie de la nation,
- en ce sens, les agents de ces services publics ont subi des sujétions exceptionnelles pendant l'état d'urgence sanitaire,
- il a été en permanence maintenu un taux de présence (physique ou en télétravail) d'environ 80% des agents pendant la période de confinement, ce qui démontre s'il en était besoin l'implication des services dans le maintien des activités essentielles,

Nos agents n'ayant cependant pas été parmi les plus exposés aux problèmes sanitaires connus durant la crise, il est proposé de se référer, concernant les montants, à la modulation prévue à l'article 7 du décret pour les agents de l'Etat, soit :

- agent-e-s absent-e-s en continu entre le 17 mars midi et le 10 mai au soir : 0 euro,
- agent-e-s absent-e-s plus de 28 jours entre le 17 mars midi et le 10 mai au soir : 165 euros,
- agent-e-s absent-e-s pour une durée de 19 à 27 jours entre le 17 mars midi et le 10 mai au soir : 330 euros,
- agent-e-s absent-e-s pour une durée de 10 à 18 jours entre le 17 mars midi et le 10 mai au soir : 495 euros,
- agent-e-s absent-e-s pour une durée de 0 à 9 jours entre le 17 mars midi et le 10 mai au soir : 660 euros.

Le temps de présence comprend le temps exercé en télétravail, ainsi que les périodes de congés payés ou de RTT dont la demande a été faite après le 6 avril et comprises entre le 6 avril et le 11 mai 2020 (conformément à la note de service du D.G.S. du 6 avril 2020). La prime sera versée au prorata du temps de travail habituel.

La prime exceptionnelle est exonérée d'impôt sur le revenu ainsi que de cotisations et contributions sociales.

Les agents de droit privé du SEBA seront aussi éligibles à une prime exceptionnelle, dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 2020-385 du 1er avril 2020 et l'instruction DSS/5B/2020/59 du 16 avril 2020.

Le présent projet a fait l'objet d'un avis favorable du comité technique le 4 juin 2020.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical décide, à l'unanimité des membres présents, de :

- **APPROUVER** le principe de versement d'une prime exceptionnelle liée à la crise sanitaire, sous réserve du vote des crédits correspondants par le comité syndical,
- **APPROUVER** les modalités d'attribution ci-dessus exposées,
- **AUTORISER** le président à déterminer les bénéficiaires de la prime, le montant alloué et les modalités de versement dans le cadre fixé par le bureau.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL